

lation sera encore plongée dans le chômage, dans le marasme. Elle ne pourra plus investir, à cause des restrictions de toutes sortes.

Afin d'équilibrer le budget, le gouvernement se pliera à toutes les exigences de la haute finance, afin qu'elle contrôle le sang économique de la nation comme bon lui semblera. Le gouvernement plongera ainsi dans le marasme tout un pays ou tout un monde, parce que le système économique est le même partout dans le monde.

Monsieur le président, il n'y a pas un gouvernement qui se soit arrêté pour chercher les vraies solutions au problème, parce que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Nous avons toujours procédé ainsi, et jamais on n'a réussi à régler le problème.

Les conservateurs blâment le gouvernement par toutes sortes de moyens, mais ils ne proposent aucune solution pratique autre que de demander au gouvernement d'accuser des déficits, de présenter un budget déficitaire, afin de permettre aux citoyens de vivre convenablement.

Le Nouveau parti démocratique et les conservateurs progressistes demandent le plein emploi. Pour obtenir le plein emploi, il faut investir, et pour faire des investissements, il faut emprunter de l'argent. Lorsqu'on emprunte de l'argent, on contracte des dettes inconcevables, car il est impossible de rembourser plus d'argent qu'on en a reçu! Si l'on emprunte de l'argent, il faut le rembourser, plus les intérêts, qui n'ont jamais été mis en circulation, ce à quoi personne ne songe!

Monsieur le président, il existe des taux d'intérêts de 9, 10, 15, et même 25 p. 100. Cela est égal, cela fait plaisir à tout le monde, et même le Nouveau parti démocratique en est heureux. On ne trouve pas cela exorbitant!

Mais lorsque les financiers grimpent dans l'échelle financière, les banques, toutes les grandes institutions économiques font des profits incroyables. Elles augmentent leur actif à coups de milliards de dollars. Malheureusement, elles ne paient pas les impôts qu'elles devraient payer. Malheureusement, elles mettent de côté des réserves «épouvantables et abominables» qui gèlent l'économie du Canada, qui gèlent l'économie de chaque citoyen. Pas un seul libéral, conservateur ou néo-démocrate proteste contre cela. Pas un ne demande de faire payer les impôts à ceux qui n'en paient pas! Il existe deux ou trois tables d'impôts. Il n'en faudrait qu'une seule, et tout le monde devrait être traité sur un pied d'égalité. Si nous faisons cela, nous apporterions quelque logique dans la solution de nos problèmes.

Lorsque je lis les manchettes des journaux, je constate qu'il y a 9,000 chômeurs de plus au pays, ce qui constitue la plus grosse augmentation du chômage en 13 ans. Dans le domaine du chômage, le Québec reste bon premier; il comptait 23,000 chômeurs de plus en 1970. Voici les titres de quelques articles qu'on peut lire dans les journaux. «Québec se dit satisfait du nombre des chômeurs». «17,000 Montréalais mis à pied en 1970». «Seulement 10,000 nouveaux emplois créés en 1970 au Québec». «D'ici 1975, il faut créer 75,000 emplois par an au Québec». «250 employés congédiés à Lachute». «Une autre usine ferme ses portes à Ville St-Laurent»

Monsieur le président, j'entendais un député libéral dire tout à l'heure qu'il fallait que le gouvernement établisse une sorte d'organisme financier afin de financer l'industrie. Or, l'industrie n'a besoin ni des libéraux ni des conservateurs pour lui prêter de l'argent. Ce dont l'indus-

trie a besoin, c'est un moyen d'écouler ses produits avec profit. Si l'industrie trouve un marché pour sa production, elle n'a pas besoin du gouvernement.

Par contre, si l'industrie ne trouve pas à vendre ses produits, elle est obligée de les accumuler dans des entrepôts, d'intervenir auprès des maisons financières avec la fameuse formule 88, qui permet le prêt d'argent aux industriels ou le financement des stocks ou des inventaires des industries à un taux d'intérêt de 12 p. 100. Cela augmente le coût de production et n'aide pas à vendre cette dernière. Tous les entrepôts sont pleins à craquer et l'on demande de nouveaux emprunts aux banques pour augmenter davantage la production, alors que le problème n'existe pas au niveau de la production, mais de la distribution de cette production.

Au lieu de taxer et de surtaxer le consommateur, il faut mettre de l'argent dans les mains des consommateurs. Quand les crédits seront remis entre les mains des consommateurs, les gouvernements n'auront pas besoin de se casser la tête pour essayer de faire fonctionner les industries. Les industries fonctionneront en autant qu'il y aura chez les consommateurs l'argent voulu pour acheter les produits.

Si l'on augmente la production des industries sans la vendre, où irons-nous? Présentement, plusieurs industries, au Canada, ont déjà reçu des subventions du gouvernement. Elles ont fonctionné six mois, un an, deux ans, grâce à ces subventions, après quoi elles ont été obligées de fermer leurs portes.

J'en connais une, entre autres, dans ma circonscription, qui a reçu une subvention de \$700,000 du gouvernement fédéral. Elle a fonctionné six mois, elle est fermée, aujourd'hui. A quoi ont servi les \$700,000?

L'industrie ne trouve pas à vendre ses produits. Les entrepôts et les cours sont remplis de produits qu'on ne trouve pas à vendre. Alors, qu'est-ce qu'on va faire? A quoi servent ces subventions? Ces subventions ne servent à rien.

Je voudrais qu'une fois pour toutes, on s'ouvre les yeux et les oreilles pour vraiment apporter des solutions au problème.

Les solutions au problème sont faciles à trouver et à énumérer. Au lieu d'augmenter le coût de la vie, il faut le diminuer. Les produits sont trop chers et ne se vendent pas, parce qu'il y a trop de taxes et d'impôts.

Il faudrait réduire les taxes et les impôts, et si cela ne suffit pas, les gouvernements devraient émettre des crédits pour diminuer le coût de la production, donner des escomptes compensés dans les secteurs de production où il existe beaucoup de produits à vendre. Si nous ne réussissons pas à les vendre parce qu'ils sont trop chers, même en donnant des escomptes, nous abaisserons le prix des marchandises et, ainsi, nous redonnerons au dollar canadien sa vraie valeur. Nous pourrions, de plus, concurrencer d'autres pays. Si nous ne faisons pas cela, il nous sera impossible de concurrencer les autres pays, étant donné le système économique que nous avons aujourd'hui.

Plus cela va, plus on augmente les salaires et les taxes. Plus on augmente les impôts, plus on crée des embêtements, et plus on augmente le coût de revient des produits, moins on est capable de les vendre. Plus on augmente le coût de revient des produits, en augmentant les salaires, les taxes et les impôts, moins il reste d'argent